

REVUE DE PRESSE

AVRIL & MAI 2026



Collecte & tri • Transition écologique • Recyclage & traitement

SOMMAIRE

Collecte & tri

P 4 **Au supermarché, le plastique est roi**
Le Parisien

Transition écologique

P 6 **Semaine Européenne de la Réduction des Déchets**
ADEME

P 7 **Réemploi : la commande publique montre l'exemple**
ADEME

P 8 **Mon réflexe zéro déchet**
Région Île-de-France

P 9 **Enquête : comment les Français perçoivent leurs usages du numérique et les impacts associés ?**
ADEME

P 10 **La seconde main s'invite au centre commercial**
Le Parisien

Recyclage & traitement

P 13 **Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels**
Senat.fr



Avril & mai 2026

Collecte & tri





Au rayon des fruits et légumes, les sachets et barquettes en plastique s'incrument, alors que la loi Agec prévoyait leur interdiction.

Transition écologique

Au supermarché, le plastique est roi

Selon une enquête publiée par deux organismes, la grande distribution, censée réduire ses emballages, est loin du compte.

Gwenaél Bourdon

QUELLE QUANTITÉ de plastique mettez-vous dans votre chariot de courses ? Bouteilles, paquets de biscuits, barquette de fraises, dosettes de lessive... Aucune catégorie, aucun rayon n'y échappe tout à fait. Et dans la course engagée pour réduire les emballages plastique à usage unique, la grande distribution avance... à petits pas. C'est ce que souligne l'enquête publiée conjointement ce mercredi par l'association de consommateurs Que choisir ensemble (ex-UFC-Que choisir) et l'organisation environnementale No plastic in my sea.

Toutes deux ont passé au crible les pratiques en vigueur dans onze enseignes (grande distribution et circuits bios spécialisés) et plus de 1 600 magasins. Elles constatent « l'écart entre les engagements affichés et la réalité en rayon ». La loi anti-gaspillage (Agec) prévoit, à l'horizon 2040, la disparition de ces emballages à usage unique. Mais « le plastique reste omniprésent », souligne Lucile Buisson, chargée de mission environnement chez Que choisir ensemble.

Coca et Cristaline champions des ventes

« C'est un enjeu dont on a pris la mesure depuis longtemps », tempère Philippe Joguet, directeur du développement durable de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), qui recommande de « prendre en compte toute la chaîne, du fabricant d'emballages jusqu'au consommateur ».

Le chemin est encore long, particulièrement au rayon des boissons. La loi Agec, entrée en vigueur en 2020, avait fixé une échéance : moitié moins de bouteilles en plastique en vente d'ici à 2030. Hormis Biocoop, « aucune enseigne », selon l'enquête, n'a mis en place de véritable stratégie pour faire reculer le plastique. Les packs de Cristaline et les bouteilles de Coca restent en tête des produits les plus vendus en grande distribution, et les ventes d'eaux embouteillées ont progressé de 3,3 % en 2025, selon le rapport. Les distributeurs déclinent, sous leurs propres marques, de nombreuses boissons en bouteilles en plastique.

Muriel Papin, déléguée générale de No plastic in my sea, assure pourtant que « de nombreuses alternatives existent » : la bouteille en verre réutilisable, certes, mais aussi « des systèmes de filtration, de gazéification » pour l'eau du robinet « que les pouvoirs publics devraient promouvoir ». Et il est vrai que le consommateur peut s'y perdre, confronté à de multiples alertes sur les polluants éternels ou microplastiques contaminant l'eau, d'où qu'elle provienne.

La FCD juge l'objectif fixé par la loi « difficilement atteignable » et plaide pour « améliorer la collecte des bouteilles, en imaginant des systèmes de consigne » – que Carrefour a déployés pour le plastique dans 350 magasins, et que 8 enseignes testent en ce moment pour le verre en France.

Au rayon des fruits et légumes, les sachets et barquet-

tes en plastique s'incrument également, alors que la loi Agec prévoyait leur interdiction progressive. L'enquête est concentrée sur cinq d'entre eux : pommes de terre, oranges, pommes, carottes et tomates. Hors bio, 41 % seulement sont disponibles en vrac, 59 % sont emballés, dont 40 % avec plastique. Au rayon bio, la proportion de vrac tombe à 9 %, contre 45 % d'emballages plastique (les enseignes invoquent la nécessité de séparer produits bios et non bios).

Le vrac à la peine

Une autre tendance est à l'œuvre, note Lucile Buisson : « On voit désormais apparaître, dans un magasin sur deux, des champignons ou des courgettes prêts à cuisiner, débités et épluchés, sous toujours plus d'emballages plastique. C'est bien plus cher et cela bénéficie peu au consommateur. »

Bertrand Swiderski, responsable à Carrefour, indique que l'enseigne s'est attaquée en priorité à l'emballage « irritant », « celui que vous jetez dès que vous rentrez de vos courses », qu'elle revendique d'avoir déjà réduit « de 10 %, soit 20 000 tonnes, en trois ans, et va en supprimer 15 000 de plus d'ici à 2030 ».

L'enquête établit aussi un recul global de la vente en vrac : 38 % seulement des grandes et moyennes surfaces visitées disposent d'un rayon dédié, contre 57 % recensés lors d'une précédente enquête. La baisse est très nette dans les magasins Auchan et Monoprix, et l'offre quasi inexistante chez les discounters Aldi et Lidl.



On voit apparaître (...) des champignons ou des courgettes prêts à cuisiner sous toujours plus d'emballages

Lucile Buisson, de Que choisir ensemble





La Semaine Européenne de la Réduction des Déchets

9 jours d'actions partagées pour toujours moins de déchets !

5793

actions SERD 2025
Découvrez-les ici !



Prochaine édition de la SERD : du 21 au 29 novembre 2026.
Ouverture des inscriptions en septembre

Les actualités de la SERD

Toutes les actualités →



Publié le 16 mars 2026

Les webinaires nationaux de préparation à la SERD !

Administrations et collectivités territoriales, entreprises, associations, établissements scolaires et d'enseignement supérieur, ...



Publié le 5 mars 2026

Découvrez les chiffres clés de la SERD 2025 et préparez dès maintenant l'édition 2026 !

Chaque année, la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets mobilise des milliers d'acteurs, collectivités, ...



Publié le 16 février 2026

Journée mondiale du nettoyage numérique

Le grand ménage du numérique se déroule entre le 16 et le 21 mars 2026. Le Digital Cleanup Day souhaite sensibiliser à l'impact ...



Le programme de la SERD 2025

En 2025, la SERD avait pour thème : Les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

Redécouvrez le programme des événements et des initiatives de l'édition 2025.

Le programme 2025 →

Lire la suite de l'article



Réemploi : la commande publique montre l'exemple



La Communauté de communes Bretagne porte de Loire a inauguré en mars 2025 un nouveau bâtiment dédié à la jeunesse et au numérique. Pour en aménager les deux étages, elle a lancé un marché public dans lequel elle imposait que 100 % des meubles soient issus du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement ou du surcyclage.

« Le résultat est d'une telle qualité qu'on dirait du neuf. Si les gens ne sont pas au courant, ils ne peuvent pas se douter que l'ensemble vient du réemploi. Quand ils l'apprennent, ils sont agréablement surpris, ce qui les rend plus à même de suivre cet exemple », se félicite Hélène Akkouche, chargée des transitions de l'économie dans cette collectivité de 33 000 habitants située à 30 km au sud de Rennes. Si l'initiative est réussie, c'est que les élus n'ont pas attendu la livraison du bâtiment pour penser aux meubles. Le marché a été publié un an avant la fin programmée du chantier et, une fois attribué, il donnait six mois aux prestataires pour réunir les éléments demandés.

Rien de neuf ni de recyclé

« Nous ne nous sommes pas contentés d'ajouter une clause dans le marché. Nous avons imposé que l'intégralité des meubles soit issue du réemploi, de la réutilisation ou du reconditionnement, insiste Hélène Akkouche. C'était l'un de nos engagements dans le programme Territoires économes en ressources (TER). » Porté par l'ADEME en

Lire la suite de l'article



mon réflexe zéro déchet

Mes réflexes tri | Mes réflexes zéro déchet | Qui gère mes déchets ? | Trouver une solution

Mon réflexe zéro déchet

Pour atteindre le zéro déchet, mieux consommer, donner une seconde vie à mes objets, adopter les bons gestes de tri et m'informer sur ce que je peux faire !

Enquête : comment les Français perçoivent leurs usages du numérique et les impacts associés ?

Société / Politiques publiques

Selon le baromètre Sobrinum réalisé par Sciences Po et soutenu par l'ADEME, la majorité des répondants a conscience de l'impact du numérique sur l'environnement et sur la société. Toutefois, cette prise de conscience ne se traduit que partiellement par des changements de pratiques.

Mes réflexes tri

Je m'informe pour mieux comprendre les consignes de tri, connaître la liste des déchets à trier, avoir les bons réflexes, savoir où apporter ses déchets, éviter les erreurs de tri...

Je teste mes connaissances

Un carton avec du gras ça se recycle ou pas ?

OUI même avec des traces de gras, jetez vos emballages dans le bac jaune.

POUR + DE SOLUTIONS

Trouver une solution

J'explore le territoire pour trouver des solutions pour réduire et trier mes déchets à côté de chez moi

Je trouve

Mes réflexes zéro déchet

J'en apprend plus sur le zéro déchet, car le meilleur déchet, c'est celui que l'on ne produit pas

J'apprends

Qui gère mes déchets ?

Je découvre qui collecte et traite mes déchets en Île-de-France

Je découvre

Découvrir le site

Comment les Français perçoivent le numérique ?

Plus de la moitié des répondants (56 %) déclarent avoir un usage élevé du numérique, tout en étant conscients de son impact environnemental et sociétal.

■ Avis positif ■ Avis négatif

À l'échelle individuelle

Plus de **50 %** estiment que le numérique prend trop de place dans leur vie

73 %

considèrent qu'Internet et les technologies de l'information permettent de gagner du temps

A l'échelle collective

Plus de **8 SUR 10**

estiment que le numérique est trop présent dans la société et nuit aux relations sociales

88 %

considèrent l'impact environnemental du numérique préoccupants

Lire la suite de l'article

CONSUMMATION | De façon éphémère ou durable, l'occasion prend de plus en plus de place. Exemples au Chesnay et à Vélizy (Yvelines), à Saint-Maximin (Oise) et à La Défense (Hauts-de-Seine).

La seconde main s'installe au centre commercial

Sébastien Birden, Margot Jeandrier, Véronique Beaugrand et David Livois

UNE HÉRÉSIE. La seconde main dans un centre commercial ? Pas vraiment. Pour preuve, le centre commercial Parly 2 au Chesnay-Rocquencourt (Yvelines), pourtant historiquement tourné vers le « premium », s'y est mis. Ici, la friperie solidaire a su, en l'espace d'un an et demi, se faire une place au milieu des grandes enseignes telles que Dior, Lancel ou Ralph Lauren. Et ce, malgré un déménagement, conséquence de l'arrivée programmée d'un nouveau commerce.

« On souhaitait lui retrouver une cellule, elle marche super bien », indique Pauline Arion, la directrice du centre commercial des Yvelines aux 12 millions de visiteurs par an, qui assure que le neuf et la seconde main peuvent parfaitement faire bon ménage. « Tous les modes de consommation sont réunis dans un centre commercial, explique-t-elle. Il s'agit de répondre aux besoins de chaque habitant de la zone de chalandise. »

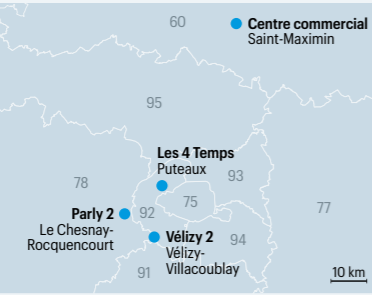
Intérêt budgétaire et écologique

Selon celle qui dirige le centre depuis quatre ans, une grande partie des différentes enseignes qu'abrite Parly 2 a commencé à prendre le pli. « y compris parmi les plus prestigieuses ». « Il suffit de voir ce qui est fait au Printemps, ajoute-t-elle. Il y a quelques années, il y avait peut-être un décalage. Aujourd'hui, il y a aussi du luxe de seconde main. »

Il existe une attente croissante pour l'occasion, du côté des consommateurs... et des professionnels. « On a des de-

Les grandes surfaces concernées

En Île-de-France et dans l'Oise



Le Parisien-Infographie.

mandes pour des boutiques », poursuit Pauline Arion, qui se dit ouverte à l'arrivée de nouveaux commerces orientés vers la seconde main : « J'aimerais bien accueillir une brocante vintage, par exemple, tournée vers la vaisselle. Pour que tout fonctionne, il faut de la mixité. »

Les clients croisés à la sortie de la boutique Fripe Avenue sont plutôt ravis de cette offre. « Je ne suis pas du tout surprise de trouver de la seconde main ici. Il devrait carrément y en avoir plus, confie Maud, une habitante de Saint-Germain-en-Laye, commune cossue des Yvelines. Les gens sont aujourd'hui prêts à ce genre d'achat. Avant, on voyait l'occasion comme quelque chose de sale. Ce n'est plus le cas. » Face à la fast-fashion, elle estime que c'est une bonne option. « Comme la mode est un éternel recommencement,



Avant, on voyait l'occasion comme quelque chose de sale. Ce n'est plus le cas.

Maud, de Saint-Germain-en-Laye, cliente de Parly 2



autant prendre de la seconde main de bonne qualité. »

Alice, elle, est étonnée de la présence d'une telle boutique dans « un centre commercial chic », mais enchantée. « Je trouve ça très bien. Les petits budgets peuvent y trouver leur compte. J'achète régulièrement de l'occasion, pour des raisons écologiques mais aussi budgétaires. On peut trouver des pièces en excellent état à des petits prix. »

« Depuis le Covid, c'est à la mode »

Les professionnels de la seconde main se sont également fait une petite place au Westfield des Quatre-Temps, le centre commercial du quartier d'affaires de La Défense (Hauts-de-Seine), qui voit passer 50 millions de visiteurs par an. Mais pour un temps limité : en avril 2025, l'enseigne Fripe Avenue a ainsi investi, pour quelques mois, les 260 m² d'une boutique éphémère située au deuxième niveau du centre. Celle-ci, qui connaissait une fréquentation moyenne « honorable », a finalement quitté les

lieux fin 2025. Cette installation s'inscrivait dans le cadre d'un partenariat entre l'association solidaire Tisseco et le groupe Unibail-Rodamco-Westfield, visant à encourager « des modes de consommation plus responsables ». Elle répondait aussi à une volonté ferme du groupe, soucieux de ne pas laisser des cellules commerciales en friche trop longtemps. « Les palissades et les rideaux baissés donnent vite des airs de vaisseau fantôme aux centres commerciaux », indique la direction.

À Vélizy 2, autre centre du groupe Westfield situé dans les Yvelines, la tendance se vérifie également avec, au milieu des grandes enseignes, la P'tite Boutique, une ressourcerie éphémère affiliée à Emmaüs, à l'intérieur de laquelle on vient chiner des vestes vintage, des assiettes en porcelaine, des Playmobil et des jeans à 1 €. Ouverte jusqu'au 27 juin, elle en est déjà à sa septième édition à Vélizy 2. Sur 125 m², la boutique s'étire en longueur. Dès l'entrée, des chaussures, des sacs et des piles de livres pour enfants.

L'endroit ressemble davantage à un intérieur chaleureux qu'à un commerce traditionnel.

« On veut que les gens découvrent la seconde main comme s'ils entraient dans un appartement », explique Julia Ferrand-Michel, responsable d'activité de la P'tite Boutique. L'idée lui est venue après avoir vu des cellules vacantes laissées par les enseignes fermées. Depuis, cette adresse revient régulièrement dans le centre commercial, et le succès ne faiblit pas : « Avant, la seconde main était associée aux personnes avec peu de revenus. Depuis le Covid, c'est à la mode », observe Julia Ferrand-Michel.

Lassitude face à la fast-fashion

Cette P'tite Boutique permet de répondre à une demande de nos clients, indique Arnaud Beaucourt, le directeur de Vélizy 2, qui accueille près de 14 millions de visiteurs par an. Nous avons déjà quelques enseignes faisant de la seconde main, et cela satisfait la clientèle la plus proche, à savoir celle de Vélizy, Jouy-en-



Josas (Yvelines), Chaville, Meudon et Clamart (Hauts-de-Seine). C'est un complément de produits proposés pour les clients, mais cela reste marginal.

Plus au nord, dans l'Oise, les zones commerciales ont également pris le virage de la seconde main. À Saint-Maximin, près de Creil, plusieurs enseignes solidaires se sont installées coup sur coup, depuis 2024, au sein de la plus grande zone commerciale du

480 m²

La surface de la friperie solidaire Ding Fring, à Saint-Maximin (Oise)



Saint-Maximin (Oise), décembre 2025. À la friperie Ding Fring, on renouvelle jusqu'à 3 tonnes de nouveautés chaque semaine.

nord de la France. Emmaüs y a ouvert en juillet 2025 une boutique de 400 m² afin d'élargir son public et de récupérer davantage de dons.

Plus marquant encore, la Croix-Rouge a carrément investi la galerie marchande du centre Carrefour avec une boutique solidaire de 160 m², ouverte depuis février 2025 six jours sur sept. La zone accueille aussi Ding Fring, présentée comme la plus grande friperie solidaire du départe-



Le Chesnay-Rocquencourt (Yvelines), le 7 mai. En un an et demi, Fripe Avenue s'est fait une place au milieu de Dior, Lancel, Ralph Lauren...

Centre commercial Vélizy 2 (Yvelines), le 6 mai. La P'tite Boutique est une ressourcerie éphémère affiliée à Emmaüs. Elle propose des objets et des vêtements d'occasion jusqu'au 27 juin.

ment avec 480 m² de vêtements de seconde main et jusqu'à 3 tonnes de nouveautés renouvelées chaque semaine.

Retour à Vélizy 2, au milieu des rayons de la P'tite Boutique, où les clients fouillent longuement avant de trouver leur bonheur. Ce jour-là, Sandrine, la soixantaine, habillée tout en couleurs, vient chercher « des fringues de marque, souvent moins chères », et retrouver « la mélancolie des années 1980 ». Plus loin, Jamila, assistante sociale, examine un manteau de la marque Comptoir des cotonniers vendu 25 €. « En magasin, ça vaut entre 150 et 200 € », affirme-t-elle. Pour elle, le marché de l'occasion répond autant à une question de budget qu'à une lassitude face à la fast-fashion : « Chez Zara, il suffit de toucher le tissu pour voir que la qualité est mauvaise. »

À Noël, 10 000 € de jouets vendus en deux mois

Dans la ressourcerie, les vendeurs discutent facilement avec les visiteurs. Hajiba, vendeuse en insertion, montre fièrement un sac cousu dans des sets de table récupérés : « C'est de l'upcycling. On fabrique des objets à partir de vêtements usés. »

Deux semaines après l'ouverture, ce sont déjà 139 kg de dons qui ont été collectés directement sur place, ce qui permet aux rayons d'évoluer presque quotidiennement. Selon Julia Ferrand-Michel, « ce qui plaît aux gens, c'est que la boutique change tout le temps ». À Noël dernier, l'enseigne a même vendu pour plus de 10 000 € de jouets en deux mois. Une preuve supplémentaire que les friperies ne se limitent plus aux marges.



Meaux (Seine-et-Marne). Le centre commercial des Saisons accueille chaque année la ressourcerie Arle et ses salariés en insertion.

ASSOCIATIONS | « La visibilité y est très importante »

Thomas Ladreyt, responsable chez Emmaüs

Hugues Tailleiz

LONGTEMPS CANTONNÉE

aux ressourceries et aux centres-villes, la seconde main associative s'installe désormais dans les centres commerciaux. « Depuis 2021, pendant deux mois chaque année, notre boutique éphémère nous permet de sensibiliser les clients à l'économie circulaire », explique Franck Burel, directeur opérationnel emploi et insertion de l'association Arle. Installée avant les fêtes de fin d'année au centre commercial des Saisons, à Meaux (Seine-et-Marne), cette boutique sert aussi de terrain d'immersion pour les salariés en insertion.

Une source de financement devenue vitale. « Aujourd'hui, face à la baisse des subventions de l'État et des départements, c'est une façon d'auto-financer l'accompagnement des personnes en insertion. Nous devons aussi assurer nos charges d'exploitation, qui augmentent en flèche », souligne Franck Burel.

À la tête de 350 salariés, l'association basée à Montevrain accompagne 10 000 personnes dans le nord de la Seine-et-Marne, dans le Val-de-Marne et dans l'Aisne. La ressourcerie, créée en 1982, emploie 75 personnes. « C'est notre équipe qui sélectionne toute l'année, parmi 1 000 tonnes et 550 000 pièces, des articles pour cette boutique, poursuit le responsable. En faisant un effort vestimentaire pour bien présenter, nos conseillers vendeurs prennent très au sérieux leur rôle auprès des usagers du centre commercial. »

Changement d'échelle mais arguments très proches chez Emmaüs France et ses 175 communautés, toutes in-

dépendantes, qui emploient 12 000 personnes, dont 5 000 en insertion. La vente est le débouché principal d'Emmaüs. « Nous recensons 520 espaces en France, dont 70 boutiques en Île-de-France et dans l'Oise », pour la plupart en centre-ville, précise Thomas Ladreyt, délégué général adjoint chargé de la stratégie et du développement.

Une source de financement précieuse

La présence dans une grande surface reste marginale. « Nous n'avons qu'une dizaine de boutiques dans des centres commerciaux de toute la France. À Paris, par exemple, nous sommes présents au Forum des Halles. Les exigences sont lourdes : il faut respecter les horaires, garantir un réasort constant, assurer une vraie activité économique. Mais les avantages sont certains : la visibilité y est très importante et ces lieux permettent de créer et de financer des emplois en insertion. »

Et l'association reste dans l'air du temps : « À Paris, le Studio Emmaüs propose des créations upcyclées comme des sacs banane confectionnés à partir de vieux maillots de foot ou des meubles améliorés selon les trouvailles parmi nos collectes. »

Après le premier confinement lié au Covid, la Croix-Rouge française a fait évoluer sa filière textile en ouvrant, en partenariat avec les centres commerciaux Westfield, neuf boutiques à la rentrée 2020 (en Île-de-France, Forum des Halles, Carré-Sénart, Rosny 2, Vélizy 2, les Quatre-Temps, Parly 2). L'association reconnaît également que ces magasins « constituent une source de financement pour [ses] activités bénévoles ».



Centre Ouest Seine et Marne



Centre Ouest Seine et Marne

Recyclage & traitement



LA LOI EN CLAIR

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels

En cours



Cette proposition de loi vise à **apporter une réponse à la progression des usages détournés du protoxyde d'azote en France**. Elle propose notamment de **réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels, c'est-à-dire d'en interdire la vente aux particuliers**.

Jeudi 26 février 2026, elle a été adoptée en séance publique et transmise à l'Assemblée nationale.

Pourquoi ce texte ?

La **loi du 1^{er} juin 2021**, d'origine sénatoriale, a instauré une interdiction de vente du protoxyde d'azote aux mineurs. En dépit de cette loi, et malgré la réglementation des formats et des quantités autorisées à la vente par un arrêté du 19 juillet 2023, **la consommation détournée de protoxyde d'azote n'a cessé de prendre de l'ampleur**. Le nombre de signalements enregistrés par les autorités sanitaires a ainsi été multiplié par 4 entre 2020 et 2024. Or, cette consommation s'accompagne de **risques sérieux pour la santé des consommateurs**, notamment de troubles neurologiques, **et d'accidents de la voie publique réguliers**, parfois dramatiques.

Ces dernières années, **les arrêtés municipaux et préfectoraux se sont multipliés pour tenter d'endiguer le phénomène**, en prévoyant des interdictions de consommation dans l'espace public, de vente, de détention ou de transport. Ces arrêtés présentent toutefois des limites et ne suffisent pas à lutter efficacement contre les usages détournés.

Ce texte propose donc **d'interdire la vente de protoxyde d'azote à tous les particuliers pour la réserver aux professionnels** dont la liste serait définie par décret. L'interdiction générale s'appliquerait à la vente en ligne, dans les commerces et dans l'ensemble des lieux publics. Il prévoit également que soient définis par décret les circuits de distribution ainsi que les modalités de surveillance et de suivi garantissant la traçabilité des volumes de protoxyde d'azote commercialisés aux professionnels. Par ailleurs, il prévoit de fixer **des sanctions renforcées en cas de non-respect de l'interdiction de vente**, en prévoyant notamment **la fermeture administrative des commerces**.

Enfin, le texte propose **d'inscrire des mesures de prévention dans le code de l'éducation**, comprenant une **sensibilisation aux risques routiers induits par l'usage détourné de protoxyde d'azote**, ainsi qu'une information spécifique sur cet usage détourné dans le cadre des séances annuelles d'information sur les conduites addictives et leurs risques.

[Lire la suite de l'article](#)





SMITOM-LOMBRIC

Syndicat mixte de collecte et traitement
des déchets ménagers du Centre Ouest Seine-et-Marnais

Rue du Tertre de Chérisy
77000 Vaux-le-Pénil

lombric.com •  /smitom.lombric
 /smitomlombric •  /smitomlombric